



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 78.857/2
du 3 mars 2026

advies 78.857/2
van 3 maart 2026

sur

over

un avant-projet de loi
‘transposant la
directive (UE) 2023/977 du
Parlement européen et du
Conseil du 10 mai 2023
relative à l’échange
d’informations entre les
services répressifs des États
membres et abrogeant la
décision-cadre 2006/960/JAI
du Conseil’

een voorontwerp van wet ‘tot
omzetting van
Richtlijn (EU) 2023/977 van
het Europees Parlement en de
Raad van 10 mei 2023
betreffende de uitwisseling van
informatie tussen de
rechtshandhavingsinstanties
van de lidstaten en tot
intrekking van
Kaderbesluit 2006/960/JBZ
van de Raad’

Le 2 février 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de Beliris à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un avant-projet de loi 'transposant la directive (UE) 2023/977 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relative à l'échange d'informations entre les services répressifs des États membres et abrogeant la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 3 mars 2026. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Michèle BELMESSIERI, conseillères d'État, et Béatrice DRAPIER FACCO, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 3 mars 2026.

*

Op 2 februari 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot omzetting van Richtlijn (EU) 2023/977 van het Europees Parlement en de Raad van 10 mei 2023 betreffende de uitwisseling van informatie tussen de rechtshandavingsinstanties van de lidstaten en tot intrekking van Kaderbesluit 2006/960/JBZ van de Raad'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 3 maart 2026. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Michèle BELMESSIERI, staatsraden, en Béatrice DRAPIER FACCO, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 3 maart 2026.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique [‡] ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Il ressort du dossier que l'avis de l'Organe de contrôle de l'information policière a été sollicité concomitamment à la demande d'avis introduite auprès de la section de législation.

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État, les dispositions modifiées ou ajoutées qui ne seraient pas de pure forme ou qui ne résulteraient pas également des suites réservées au présent avis devraient être à nouveau soumises à la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'avant-projet vise notamment à transposer la directive (UE) 2023/977 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 'relative à l'échange d'informations entre les services répressifs des États membres et abrogeant la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil'.

Les principes de technique législative établis par la section de législation invitent les auteurs de projets, lors d'une transposition de directive, à établir des tableaux de transposition :

« 191. Établissez deux tableaux de transposition.

191.1. Pour contrôler qu'une directive est transposée correctement et complètement, établissez un tableau de correspondance entre les (subdivisions des) articles de la directive et les (subdivisions des) articles de l'acte de transposition que vous rédigez.

Mentionnez également dans ce tableau :

a) les (subdivisions des) articles de la directive qui ont éventuellement déjà été transposés, en correspondance avec les actes de droit interne et les (subdivisions des) articles qui ont procédé à cette transposition ;

b) les (subdivisions des) articles de la directive qui doivent encore être transposés par une autre autorité.

191.2. Pour pouvoir lire chaque article de l'acte de transposition à la lumière des exigences de la directive, établissez aussi un tableau de correspondance entre les

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

(subdivisions des) articles de l'acte de transposition et les (subdivisions des) articles de la directive » ¹.

Sur ce point, il est rappelé que la confection de tels tableaux lors de la transposition d'une ou plusieurs directives est gage de la qualité de cette transposition et que leur communication à la section de législation, dès l'envoi de la demande d'avis, facilite l'examen de l'avant-projet dans les délais impartis.

Par ailleurs, ces tableaux sont également très utiles pour l'assemblée législative saisie du projet de loi ainsi que pour les destinataires des règles, dès lors qu'ils permettent :

a) à l'assemblée législative de se prononcer en connaissance de cause sur le choix des moyens mis en œuvre par l'auteur du texte pour atteindre le résultat exigé par la directive ;

b) d'éviter que l'exercice du droit d'amendement n'excède les limites du pouvoir d'appréciation que le droit européen laisse aux États membres ;

c) d'éviter que l'assemblée législative n'envisage de compléter la transposition par l'adoption de dispositions qui existent déjà dans l'ordre juridique interne ou qui relèvent de la compétence d'une autre autorité ;

d) aux destinataires des règles législatives de connaître leur origine ².

En l'espèce, de tels tableaux n'ont pas été communiqués à la section de législation avec la demande d'avis.

À la demande de l'auditeur-rapporteur, la déléguée a transmis un tableau de correspondance entre les (subdivisions des) articles de la directive et les (subdivisions des) articles de l'avant-projet.

Il ressort de ce tableau que certaines dispositions de la directive ne sont pas transposées ³. Par ailleurs, ce tableau est incomplet ⁴ et comporte une erreur ⁵.

Il conviendra que les deux tableaux de correspondance soient établis et joints au projet de loi lors de son dépôt au Parlement.

2. Une série de dispositions de l'avant-projet contiennent soit une référence à la directive (UE) 2023/977 (articles 3, § 2, 4, 3^o, et 25, § 2, de l'avant-projet) soit une référence à une

¹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative ».

² *Ibidem*, recommandation 193.

³ À savoir les articles 9, paragraphe 3, et 11 de la directive. Voir, à ce sujet, les observations formulées sous les articles 19 et 27 de l'avant-projet.

⁴ Ainsi, les articles 1^{er}, paragraphe 3, c), et 4, paragraphe 1, de la directive sont respectivement transposés par l'article 30, § 2, et l'article 8 de l'avant-projet.

⁵ L'article 22 de la directive est transposé par l'article 32 (et non l'article 31) de l'avant-projet.

disposition de cette directive (articles 4, 1^o, 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, et alinéa 2, 24, § 2, 1^o, et 27, 3^o, de l'avant-projet).

Or, une simple référence à une directive ou à une disposition d'une directive ne peut en principe être considérée comme une transposition adéquate dans l'ordre juridique interne ⁶.

Par conséquent, les articles 4, 1^o, 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, et alinéa 2, 24, § 2, 1^o, et 27, 3^o, de l'avant-projet ne doivent pas faire référence aux dispositions de la directive, mais aux dispositions de droit interne qui ont transposé cette dernière.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Arrêté de présentation

Un arrêté de présentation est, en règle, dépourvu de préambule ⁷.

Le visa sera donc supprimé.

DISPOSITIF

Article 4

1. Pour ce qui concerne le 1^o, il est renvoyé aux deux observations générales.
2. Au 9^o, pour mieux refléter le texte de l'article 2, point 6, de la directive (UE) 2023/977, il y a lieu de remplacer les mots « a accès par » par les mots « a un accès direct par ».

Article 11

Mieux vaut remplacer chaque fois les mots « dans l'une des langues acceptées par cet autre État membre conformément à l'article 11 de la directive (UE) 2023/977 » par les mots « dans l'une des langues figurant sur la liste établie par cet État membre et communiquée à la Commission européenne en application de l'article 11 de la directive (UE) 2023/977 ».

La même observation vaut pour les articles 15, § 4, et 18, § 1^{er}, de l'avant-projet.

⁶ Voir notamment l'avis 78.674/16 donné le 14 janvier 2026 sur un avant-projet de loi « portant modifications relatives au régime des heures supplémentaires volontaires et du Code pénal social », *Doc. parl.*, Chambre, 2025-2026, n° 1333/1, pp. 30-33.

⁷ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations 226 et 227.

Article 13

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, et alinéa 2, il convient chaque fois de remplacer les mots « à l'article 4 de la directive (UE) 2023/977 » par les mots « aux articles 9 à 11 »⁸.

La même observation vaut pour l'article 24, § 2, 1^o, de l'avant-projet.

Article 19

Les paragraphes 1^{er} et 2 de cet article transposent l'article 9, paragraphes 1 et 2, de la directive (UE) 2023/977 mais omettent de transposer le paragraphe 3 de cet article.

Il convient de compléter l'article sur ce point.

Article 23

Le paragraphe 1^{er} transpose le paragraphe 1 de l'article 13 de la directive (UE) 2023/977, lequel prévoit l'utilisation de l'application de réseau d'échange sécurisé d'informations d'Europol (SIENA) pour les échanges d'informations visés au chapitre II (articles 4 à 6), au chapitre III (articles 7 et 8) ou à l'article 12 de la directive.

Au paragraphe 1^{er}, il convient dès lors de remplacer les mots « des chapitres 6 à 9 »⁹ par les mots « des chapitres 6 à 9 et 12 ».

Article 27

Comme rappelé ci-avant¹⁰, l'avant-projet omet de préciser les « langues acceptées par le SPOC conformément à l'article 11 de la directive (UE) 2023/977 », visées au 3^o.

Or, conformément à l'article 30 de la Constitution, il revient au législateur lui-même d'établir la liste comportant les langues (dont l'anglais) dans lesquelles le SPOC sera en mesure d'échanger des informations, conformément à l'article 11, paragraphe 1, de la directive (UE) 2023/977.

L'avant-projet doit donc être complété sur ce point.

⁸ Voir l'observation générale 2.

⁹ Pour rappel, les articles 8 à 18 de l'avant-projet transposent uniquement les articles 4 à 8 de la directive.

¹⁰ Voir l'observation générale 1.

Article 28

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, il convient de remplacer les mots « article 44/2, § 1^{er}, 3^o » par les mots « article 44/2, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o ».

Article 31

Cet article comporte à la fois une disposition abrogatoire et des dispositions modificatives à deux lois distinctes.

Afin d'assurer une meilleure lisibilité du texte, il convient de scinder cet article en plusieurs articles distincts, à savoir trois articles modificatifs et un article abrogatoire ¹¹.

En outre, il convient de mentionner chaque fois l'historique des modifications antérieures ¹².

Par ailleurs, dans la version française du paragraphe 1^{er}, il y a lieu de remplacer les mots « est supprimé » par les mots « est abrogé » et, dans la version française du paragraphe 2, de remplacer les mots « Le titre » par les mots « L'intitulé ».

Article 32

1. Cet article prévoit que la loi en projet, à l'exception de son article 25, produit ses effets le 12 décembre 2024, c'est-à-dire la date limite de transposition de la directive (UE) 2023/977.

Selon une jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle, la non-rétroactivité des lois est une garantie ayant pour but de prévenir l'insécurité juridique. Cette garantie exige que le contenu du droit soit prévisible et accessible, de sorte que chacun puisse prévoir, à un degré raisonnable, les conséquences d'un acte déterminé au moment où cet acte est accompli. La rétroactivité peut uniquement être justifiée lorsqu'elle est indispensable à la réalisation d'un objectif d'intérêt général. S'il s'avère en outre que la rétroactivité a pour effet que l'issue de l'une ou l'autre procédure judiciaire est influencée dans un sens déterminé ou que les juridictions sont empêchées de se prononcer sur une question de droit, la nature du principe en cause exige que des circonstances exceptionnelles ou des motifs impérieux d'intérêt général justifient l'intervention du législateur, laquelle porte atteinte, au préjudice d'une catégorie de citoyens, aux garanties juridictionnelles offertes à tous ¹³.

À défaut de justification, il n'y a pas lieu de déroger à la règle habituelle d'entrée en vigueur des lois fixée par l'article 4, alinéa 2, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des

¹¹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 118.

¹² *Ibidem*, recommandations 113 à 115.

¹³ Voir notamment C.C., 18 février 2009, n° 26/2009, B.13 ; C.C., 17 janvier 2013, n° 3/2013, B.4.

langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'.

2. Il convient sans doute de remplacer les mots « à l'exception de l'article 25 » par les mots « à l'exception de l'article 23 » ¹⁴.

*

¹⁴ L'article 23 de l'avant-projet transpose en effet l'article 13 de la directive, lequel est appelé à entrer en vigueur le 12 juin 2027 au plus tard (voir l'article 22, paragraphe 1, alinéa 2, de la directive).

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond[‡] en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Uit het dossier blijkt dat het advies van het Controleorgaan op de politionele informatie gelijktijdig met het advies van de Raad van State is aangevraagd.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen die niet louter vormelijk zijn en evenmin het resultaat zijn van het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het voorontwerp strekt met name tot omzetting van richtlijn (EU) 2023/977 van het Europees Parlement en de Raad van 10 mei 2023 ‘betreffende de uitwisseling van informatie tussen de rechtshandhavinginstanties van de lidstaten en tot intrekking van Kaderbesluit 2006/960/JBZ van de Raad’.

In de beginselen van de wetgevingstechniek, opgesteld door de afdeling Wetgeving, worden de stellers van ontwerpen verzocht om bij de omzetting van richtlijnen omzettingstabellen op te maken:

“191. Maak twee omzettingstabellen op.

191.1. Om te controleren of een richtlijn correct en volledig wordt omgezet, maak een concordantietabel op met de (onderdelen van de) artikelen van de richtlijn en van de er mee overeenstemmende (onderdelen van de) artikelen van de door u opgestelde tekst die in de omzetting voorziet.

Vermeld eveneens in deze tabel:

a) de [onderdelen van de] artikelen van de richtlijn die eventueel reeds zijn omgezet, alsmede de overeenstemmende teksten van intern recht en de [onderdelen van de] artikelen waarbij de richtlijn is omgezet;

b) de [onderdelen van de] artikelen van de richtlijn die [nog] door een andere instantie (...) moeten worden omgezet.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

191.2. Om ieder artikel van de tekst die in de omzetting voorziet te kunnen lezen in het licht van de vereisten van de richtlijn, maak eveneens een concordantietabel op met de (onderdelen van de) artikelen van de tekst die in de omzetting voorziet en de (onderdelen van de) artikelen van de richtlijn.”¹

Dienaangaande wordt eraan herinnerd dat het opmaken van dergelijke tabellen tijdens de omzetting van een of meerdere richtlijnen een waarborg is voor de kwaliteit van die omzetting, en dat het onderzoek van het voorontwerp binnen de gestelde termijnen wordt vergemakkelijkt indien die tabellen samen met de adviesaanvraag aan de afdeling Wetgeving worden toegezonden.

Die tabellen zijn voorts ook heel nuttig voor de wetgevende vergadering die het ontwerp van wet behandelt, alsook voor degene voor wie die regelgeving bestemd is:

a) de wetgevende vergadering kan zich met kennis van zaken uitspreken over de keuze van de middelen die de steller van de tekst wenst aan te wenden om het door de richtlijn vereiste resultaat te verkrijgen;

b) die tabellen kunnen ervoor zorgen dat de uitoefening van het amenderingsrecht niet verder gaat dan de grenzen van de beoordelingsbevoegdheid die het Europees recht aan de lidstaten toekent;

c) ze kunnen verhinderen dat de wetgevende vergadering naar aanleiding van de omzetting zou overwegen bepalingen toe te voegen die reeds in de interne rechtsorde bestaan of die tot de bevoegdheid van een andere overheid behoren;

d) degene voor wie de wetgevende regels bestemd zijn, kan de oorsprong van die regels nagaan.²

In casu ging de adviesaanvraag aan de afdeling Wetgeving niet vergezeld van dergelijke tabellen.

Op verzoek van de auditeur-rapporteur heeft de gemachtigde een tabel bezorgd die de overeenstemming weergeeft tussen de (onderdelen van de) artikelen van de richtlijn en de (onderdelen van) de artikelen van het voorontwerp.

Uit die tabel blijkt dat sommige bepalingen van de richtlijn niet zijn omgezet.³ Bovendien is de tabel onvolledig⁴ en bevat hij een fout.⁵

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad “Wetgevingstechniek”.

² *Ibidem*, aanbeveling 193.

³ Namelijk de artikelen 9, lid 3, en 11 van de richtlijn. Zie in dit verband de opmerkingen over de artikelen 19 en 27 van het voorontwerp.

⁴ Zo worden de artikelen 1, lid 3, c), en 4, lid 1, van de richtlijn omgezet bij respectievelijk artikel 30, § 2, en artikel 8 van het voorontwerp.

⁵ Artikel 22 van de richtlijn wordt omgezet bij artikel 32 (en niet bij artikel 31) van het voorontwerp.

Wanneer het wetsontwerp bij het Parlement wordt ingediend, moeten beide concordantietabellen worden opgesteld en bij het wetsontwerp worden gevoegd.

2. Een reeks bepalingen van het voorontwerp bevat ofwel een verwijzing naar richtlijn (EU) 2023/977 (artikelen 3, § 2, 4, 3°, en 25, § 2, van het voorontwerp) ofwel een verwijzing naar een bepaling van die richtlijn (artikel 4, 1°, 13, § 1, eerste lid, 2°, en tweede lid, artikel 24, § 2, 1°, en artikel 27, 3°, van het voorontwerp).

Een gewone verwijzing naar een richtlijn of naar een bepaling van een richtlijn kan in principe echter niet worden beschouwd als een adequate omzetting in de intern rechtsorde.⁶

Bijgevolg horen artikel 4, 1°, artikel 13, § 1, eerste lid, 2°, en tweede lid, artikel 24, § 2, 1°, en artikel 27, 3°, van het voorontwerp niet te verwijzen naar de bepalingen van de richtlijn, maar moeten ze verwijzen naar de internrechtelijke bepalingen waarbij die richtlijn omgezet is.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Indieningsbesluit

Een indieningsbesluit bevat in de regel geen aanhef.⁷

De aanhefverwijzing moet dus weggelaten worden.

DISPOSITIEF

Artikel 4

1. Wat punt 1° betreft, wordt verwezen naar de twee algemene opmerkingen.

2. In punt 9° dienen de woorden “toegang heeft” te worden vervangen door de woorden “direct toegang heeft”, zodat de tekst van artikel 2, punt 6, van richtlijn (EU) 2023/977 beter wordt weergegeven.

Artikel 11

Het verdient aanbeveling de woorden “in een van de talen die aanvaard worden door die andere lidstaat overeenkomstig artikel 11 van Richtlijn (EU) 2023/977” telkens te vervangen door de woorden “in een van de talen die voorkomen op de lijst die door die lidstaat is opgesteld

⁶ Zie onder meer advies 78.674/16 van 14 januari 2026 over een voorontwerp van wet “houdende wijzigingen met betrekking tot de regeling van de vrijwillige overuren en van het Sociaal Strafwetboek”, *Parl.St.* Kamer 2025-26, nr. 1333/1, 30-33.

⁷ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 226 en 227.

en aan de Europese Commissie is meegedeeld overeenkomstig artikel 11 van richtlijn (EU) 2023/977”.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 15, § 4, en 18, § 1, van het voorontwerp.

Artikel 13

In paragraaf 1, eerste lid, 2°, en tweede lid, dienen de woorden “de vereisten van artikel 4 van Richtlijn (EU) 2023/977” telkens vervangen te worden door de woorden “de vereisten van de artikelen 9 tot en met 11”.⁸

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 24, § 2, 1°, van het voorontwerp.

Artikel 19

Bij de paragrafen 1 en 2 van dit artikel wordt artikel 9, lid 1 en 2, van Richtlijn (EU) 2023/977 omgezet, maar in de omzetting van lid 3 wordt niet voorzien.

Het artikel dient op dat punt aangevuld te worden.

Artikel 23

Paragraaf 1 strekt tot omzetting van artikel 13, lid 1, van richtlijn (EU) 2023/977, dat voorziet in het gebruik van de applicatie voor veilige informatie-uitwisseling van Europol (SIENA) voor het uitwisselen van informatie die wordt bedoeld in hoofdstuk II (artikelen 4 tot 6), in hoofdstuk III (artikelen 7 en 8) of in artikel 12 van de richtlijn.

In paragraaf 1 dienen de woorden “van hoofdstukken 6 tot en met 9”⁹ dan ook vervangen te worden door de woorden “van hoofdstukken 6 tot en met 9 en 12”.

Artikel 27

Zoals hierboven is opgemerkt,¹⁰ verzuimt het voorontwerp te preciseren welke de in punt 3° vermelde talen zijn “die door het SPOC worden aanvaard overeenkomstig artikel 11 van Richtlijn (EU) 2023/977”.

Overeenkomstig artikel 30 van de Grondwet staat het echter aan de wetgever zelf de lijst van talen (waaronder het Engels) op te stellen waarin het SPOC overeenkomstig artikel 11, lid 1, van richtlijn (EU) 2023/977 informatie zal kunnen uitwisselen.

⁸ Zie algemene opmerking 2.

⁹ Pro memorie: bij de artikelen 8 tot 18 van het voorontwerp worden alleen de artikelen 4 tot 8 van de richtlijn omgezet.

¹⁰ Zie algemene opmerking 1.

Het voorontwerp moet op dat punt dus worden aangevuld.

Artikel 28

In paragraaf 1, tweede lid, dienen de woorden “artikel 44/2, § 1, 3^o” te worden vervangen door de woorden “artikel 44/2, § 1, tweede lid, 3^o”.

Artikel 31

Dit artikel bevat zowel een opheffingsbepaling als wijzigingsbepalingen met betrekking tot twee verschillende wetten.

Ter wille van een betere leesbaarheid van de tekst dient dit artikel opgedeeld te worden in meerdere aparte artikelen, te weten drie wijzigingsartikelen en een opheffingsartikel.¹¹

Bovendien dient men telkens de historiek van de vroegere wijzigingen op te geven.¹²

Voorts dienen in de Franse tekst de woorden “est supprimé” in paragraaf 1 vervangen te worden door de woorden “est abrogé”, en de woorden “Le titre” in paragraaf 2 door de woorden “L’intitulé”.

Artikel 32

1. Dit artikel bepaalt dat de ontworpen wet, met uitzondering van artikel 25, uitwerking heeft op 12 december 2024, dat is op de uiterste datum voor de omzetting van richtlijn (EU) 2023/977.

Volgens een vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof is de niet-retroactiviteit van wetten een waarborg ter voorkoming van rechtsonzekerheid. Die waarborg vereist dat de inhoud van het recht voorzienbaar en toegankelijk is, zodat de rechtzoekende in redelijke mate de gevolgen van een bepaalde handeling kan voorzien op het tijdstip dat die handeling wordt verricht. Terugwerkende kracht kan enkel worden verantwoord wanneer ze onontbeerlijk is voor de verwezenlijking van een doel van algemeen belang. Indien bovendien blijkt dat ze tot doel of gevolg heeft dat de afloop van een of andere gerechtelijke procedure in een bepaalde zin wordt beïnvloed of dat de rechtscolleges worden verhinderd zich uit te spreken over een welbepaalde rechtsvraag, vereist de aard van het in het geding zijnde beginsel dat buitengewone omstandigheden of dwingende motieven van algemeen belang het optreden van de wetgever verantwoorden, dat, ten nadele van een categorie van burgers, afbreuk doet aan de aan allen geboden jurisdictionele waarborgen.¹³

¹¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 118.

¹² *Ibidem*, aanbevelingen 113 tot 115.

¹³ Zie onder meer GwH 18 februari 2009, nr. 26/2009, B.13; GwH 17 januari 2013, nr. 3/2013, B.4.

Als er geen rechtvaardiging kan worden gegeven, hoort niet te worden afgeweken van de gebruikelijke regel voor de inwerkingtreding van wetten, vastgesteld in artikel 4, tweede lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’.

2. Wellicht dienen de woorden “behoudens artikel 25” te worden vervangen door de woorden “behoudens artikel 23”.¹⁴

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRESIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER FACCO

Patrick RONVAUX

¹⁴ Artikel 23 van het voorontwerp strekt immers tot omzetting van artikel 13 van de richtlijn, dat uiterlijk op 12 juni 2027 in werking moet treden (zie artikel 22, lid 1, tweede alinea, van de richtlijn).